

Brochure n° 3042

Conventions collectives nationales

ÉQUIPEMENTS THERMIQUES

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques
et de génie climatique**

**(Ouvriers, employés,
techniciens et agents de maîtrise)**

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements
thermiques et de climatisation
(Cadres, ingénieurs et assimilés)**

ACCORD DU 4 JUILLET 2007

RELATIF AUX PRIMES ET INDEMNITÉS CONVENTIONNELLES

NOR : *ASET0750852M*

IDCC : 998

Entre :

La fédération française des entreprises gestionnaires de services aux équipements, à l'énergie et à l'environnement (FG3E),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération Force ouvrière, matériaux, céramique, thermique,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de l'exploitation d'équipements thermiques et de génie climatique.

Article 1^{er}

Le montant des primes et indemnités suivantes est fixé comme ci-après :

A compter du 1^{er} juillet 2007

- prime de quart (poste complet de jour) : 3,55 € ;
- indemnité de panier (taux plein) : 5,90 € ;
- indemnité forfaitaire (SIU incinération, UB/24 heures) : 20,60 € ;
- Indemnité forfaitaire (SIU hors incinération, UB/heure) : 1,07 €.

Les partenaires sociaux conviennent de se réunir à l'automne 2007 afin d'examiner le contenu de l'article 25.7 « Indemnité compensatrice de transport » en vue de la réévaluation du montant de cette indemnité.

Article 2

Les entreprises ne pourront déroger au présent accord sauf pour des dispositions plus favorables au profit des salariés.

Article 3

Toute organisation syndicale représentative au niveau national qui ne serait pas signataire du présent accord pourra y adhérer ultérieurement dans les conditions prévues par le code du travail.

Elle devra également en informer par lettre recommandée toutes les autres parties signataires.

Article 4

Le présent accord sera notifié par lettre recommandée à l'ensemble des organisations syndicales représentatives au niveau national conformément au droit du travail. La date de cette notification sera le départ du délai d'opposition, en application de la loi du 4 mai 2004.

Article 5

Les formalités de dépôt seront effectuées conformément aux dispositions légales selon les nouvelles procédures simplifiées en vigueur depuis le 1^{er} juin 2006, en vue d'extension.

Fait à Paris, le 4 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)